

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 147 (2002)
Heft: 3

Vereinsnachrichten: Défense : Société vaudoise des officiers

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 29.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Défense

SOCIÉTÉ VAUDOISE DES OFFICIERS

Case postale 3906 – 1002 Lausanne

Le rédacteur du « Bulletin des officiers vaudois » : Premier-lieutenant Alain Freise
Ch. Des Osches 7 – 1009 Pully – Tél. (+ 41) 079 416 38 91 E-mail: rms-defense@military.ch

ÉDITORIAL

« ... le président des Etats-Unis mange des bretzels en regardant la télévision... »

Les attentats du 11 septembre ont eu, de l'avis des innombrables spécialistes s'étant prononcés sur la question, des conséquences de divers ordres: ils ont accéléré la déconfiture de notre compagnie aérienne nationale et le ralentissement de l'économie mondiale, notamment touristique, et ils n'ont sans doute pas été étrangers à cette nouvelle proprement stupéfiante: le président des Etats-Unis mange des bretzels en regardant la télévision... On peut même prédire que, quel que soit le résultat des prochaines votations sur l'ONU, les chefs de rubrique de tous acabits ne manqueront pas d'en tirer une influence certaine sur le choix du citoyen suisse, dans un sens ou dans l'autre...

■ **Plt J.-Ch. Delafontaine**¹



Toutefois, ces remarques à l'emporter mises de côté, on constate que ces événements ont fait mettre le doigt sur des problèmes, certes connus de longue date, mais que l'on s'obstinait à vouloir taire, pour des raisons qui nous échappent encore.

Le traumatisme ressenti par une grande partie de la population à la vision d'images, sortant certes de l'ordinaire mais

qui, objectivement, ne la concernaient pas, et sur lesquelles d'ailleurs elle ne pouvait avoir aucune influence, rend à notre avis proprement risible la notion de préparation au combat ou à la guerre, étant entendu que ces deux domaines relèvent par excellence de l'imprévu et du traumatisant. En comparaison, doit-on qualifier d'événement, ou plutôt d'événementiel, l'introduction de l'euro, tant il est vrai que le matraquage systématique des foules, ce jusqu'à la nausée, a fortement contribué à en diminuer le caractère inédit ou extraordinaire.

Ces événements et ceux qui en ont découlé nous ont également appris qu'une grande partie du monde évoluait dans un registre différent du nôtre et radicalement opposé aux impératifs actuels d'ouverture, de solidarité ou de tolérance... (si

tant est que ces mots aient encore un sens en dehors des discours politiques ou médiatiques). Sans nous engager dans un discours ridiculement pacifiste ou anti-mondialiste, la volonté d'imposer ces impératifs à coups de bombes et de musique techno à un pays ruiné par vingt-deux ans de guerres continues nous semble relever autant de l'utopie pure et simple que d'une singulière myopie intellectuelle.

Pour conclure, bien que les points soulevés puissent paraître à certains anecdotiques, voire farfelus, ils sont révélateurs d'un certain malaise qui nous pousse à ne pas voir l'avenir sous des auspices aussi radieux qu'on voudrait bien nous le faire croire (ou gober, tout dépend du rôle que l'on attribue aux pythies du jour).

J. C. D.

¹Président du Groupement de Vevey.

L'armée en promotion; une nécessaire conséquence d'A XXI

L'efficacité de toute armée, qu'elle soit millésimée 95 ou XXI dépend des moyens financiers mis à sa disposition. C'est une évidence. Tandis qu'A 95 est financée par le milicien – contribuable, A XXI, dans sa version actuelle, fera appel à la bourse de citoyens qui auront rendu leurs habits depuis longtemps pour la plupart. C'est une différence de taille! Comment vendre, en effet, un produit dont l'acheteur ne sait désormais plus que ce que les médias lui racontent si ce n'est à gros renforts de publicité? Pervers? vous avez dit pervers?

■ Lt-col EMG
Philippe Masson¹



Depuis le 2 décembre 2001, chacun doit savoir que le peuple soutient clairement sa défense; il devient inmanquablement plus critique, naturellement, lorsqu'on lui en présente la facture; le canton de Vaud n'a-t-il pas accepté d'un cheveu la dernière initiative visant à réduire de moitié les dépenses militaires? Ainsi donc, aujourd'hui, le contribuable hésite-t-il sérieusement à financer son armée, alors même que l'existence de cette dernière est encore soutenue par plusieurs milliers d'officiers, de sous-officiers d'appointés et de soldats en exercice; des hommes et des femmes qui militent, consciemment ou non, dans leurs

milieux, car ils ont la conviction de l'utilité d'un instrument qu'ils connaissent pour en faire partie; comme vous et moi, ils informent, ils soutiennent et font soutenir notre défense, parce qu'ils y participent jusque dans leur chair, parce qu'ils en portent l'uniforme régulièrement ou l'ont porté leur vie active durant.

Bientôt ces militaires seront, pour la plupart, sortis du système dès 27 ans, voire dès 22 ans (service long). C'est abuser de la méthode Coué que de croire que l'on pourra compter, demain comme aujourd'hui, sur le rayonnement politique et économique actif de cette milice très rapidement mise en réserve.

Je prends les paris que, demain, les moyens financiers ne pourront plus être garantis que si le contribuable – spectateur de son armée et non plus participant, pour les raisons évoquées ci-dessus – reste publiquement et régulièrement informé de l'utilité et des compétences de ses militaires.

L'armée doit donc rester visible (opérations menées à l'étranger pour le maintien de la paix ou en Suisse, organisation d'événements dont elle a la maîtrise etc.) et cette visibilité doit être communiquée; il s'agira d'avoir l'audace, inhabituelle aujourd'hui, de mettre en valeur les engagements de nos soldats plutôt que d'attendre que d'autres montent en épingle les couacs du système. Le terme est difficile, j'en conviens, mais il faut pourtant que nos autorités s'y fassent: sans *marketing* elles ne pourront plus vendre l'entretien d'une Armée XXI crédible, pas plus à ceux qui n'en feront plus partie qu'à ceux qui n'auront jamais servi.

Parmi les vecteurs d'une image compétente de notre armée figure, par exemple et à n'en point douter, la Patrouille des glaciers; cet événement dispose d'une excellente audience et force l'admiration par le dynamisme et le professionnalisme de son organisation. Par ailleurs, engagé dans sa spécialité, chaque militaire, soldat de transmission, pilote

¹ Responsable des tirs SVO.

d'hélicoptère, fourrier ou commandant de division, y est entraîné à l'échelle 1 : 1, mieux qu'il ne pourrait l'être dans aucun exercice. Et des exemples de ce type sont nombreux qui permettent à l'armée d'entraîner et de montrer son savoir-faire.

Alors, Messieurs les responsables, à vos crayons; l'époque où le Service d'information à

la troupe permettait de toucher l'ensemble du pays paraît révolue. Avec A XXI, le SIT n'informerait plus qu'une infime minorité de jeunes conscrits. L'image de notre armée doit devenir une chose publique dont les anciens et les plus jeunes veulent être fiers...

A moins..., à moins qu'armée XXI soit en mesure de convaincre et d'accueillir suffi-

samment de futurs responsables économiques ou politiques de rester en son sein,... après trente ans, après que la plupart de leurs concurrents sur les listes d'avancement de leur employeur auront rendu leurs habits depuis plusieurs années. Mais là, franchement...

P. M.

AGENDA SSO-SVO

MARS 2002



Société suisse des officiers

Commission internationale

Voyage d'étude de la SSO en France

Dates: 21 au 24 avril 2002

Programme prévu:

21.04.02:

Rassemblement des participants à Genève-Cointrin; transfert en TGV à Toulon.

22.04.02:

Visite auprès de la Marine française à Toulon.

23.04.02:

Visite auprès du 21^e rgt inf de marine à Fréjus ou auprès du 1^{er} rgt étranger de cavalerie à Orange.

24.04.02:

Visite de la maison Aérospatiale de Marignane; ensuite retour à Genève en TGV.

Pour de plus amples informations: cap P. Bucher, Wiedenweg 4, 4153 Reinach, tél. 061/711 67 27. E-mail: mbucher.aloha@bluewin.ch.

Groupement Gros-de-Vaud

10 avril 2002 à 18 h 30:

Stamm à l'Hôtel de ville à Echallens.

1^{er} mai 2002 à 19 h 30:

Assemblée générale à l'Hôtel de ville, salle du Thurlet.

Après la défaite historique du GssA, il est intéressant de gagner en vue d'ensemble sur les résultats obtenus par les objets militaires en votations populaires. Les faits sont incontournables dans un environnement de guerre de l'information, admirablement manipulé par les forces qui se qualifient volontiers du « progrès ».

La Rédaction

VOTATIONS CONCERNANT LA DÉFENSE NATIONALE

1	1915	Impôt de guerre/Kriegssteuer	94,2%
2	2001	Suisse sans armée/eine Schweiz ohne Armee	78,1%
3	2001	Service civil/Ziviler Friedensdienst	76,8%
4	1939	Renforcement de l'armée/Verstärkung der A	69,9%
5	1938	Industrie d'armement/Rüstungsindustrie	68,8%
6	1921	Justice militaire Mil Justiz	66,4%
7	1962	Interdiction des armes A/Atomwaffen Verbot	65,1%
8	1919	Impôt de guerre/Kriegssteuer	65,0%
9	1989	Supression de l'armée/A-Abschaffung	64,4%
10	1984	Service civil/Zivildienst	63,8%
11	2000	Diminution dép mil/Umverteilungsinitiative	62,4%
12	1977	Service civil/Zivil Dienst	62,4%
13	1963	Référendum atomique/Atom Referend	62,2%
14	1959	Protection civile/Zivilschutz	62,2%
15	1987	Référendum sur l'armement/Rüstungsref	59,4%
16	1993	Nouveaux avions de combat/Neue Kampflugzeuge	57,2%
17	1991	Objecteurs/Dienstverweigerer	55,6%
18	1993	40 places d'armes/40 Waffenplatz	55,3%
19	1907	Réformes de l'armée/A-Reform	55,2%
20	1935	Prolongement des ER/RS Verlängerung	54,1%
21	2001	Armement sdt suisses à l'étranger/Bewaff schw Sold im Ausland	51,0%
22	1972	Exportation d'armes/Waffenausfuhr	50,3%
23	1972	Taxe militaire/Mil Pflichtersatz	48,4%
24	1957	Protection civile/Zivilschutz	48,0%
25	1878	Taxe militaire/Mil Pflichtersatz	45,7%
26	1940	Instruction prép mil/Mil Vorunterricht	44,2%
27	1952	Financement de l'armement/Rüstungsausgaben	43,7%
28	1987	Rothenthurm	42,2%
29	1952	Dépenses pour l'armée/Rüstungsfinanzierung	42,0%
30	1895	Réforme de l'armée/A-Reform	41,9%
31	1903	Incitation au crime/Anstiftung zu Verb	30,8%
32	1900	Assurance militaire/Mil Versicherung	30,2%
33	1896	Peines disciplinaires/Disz Strafordnung	19,8%
34	1952	Protection civile/Zivilschutz	15,4%